Journal des anthropologues

Association française des anthropologues

84 | 2001

Anthropologie et économie

Tradition, migration et innovation : la construction d'un marché dans la région de Kayes (Mali)

Catherine Quiminal

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/jda/2568>

DOI : 10.4000/jda.2568

ISSN : 2114-2203

Éditeur

Association française des anthropologues

Édition imprimée

Date de publication : 1 janvier 2001

Pagination : 61-76

ISSN : 1156-0428

Référence électronique

Catherine Quiminal, « Tradition, migration et innovation : la construction d'un marché dans la région de Kayes (Mali) », *Journal des anthropologues* [En ligne], 84 | 2001, mis en ligne le 01 janvier 2002, consulté le 21 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/jda/2568> ; DOI : 10.4000/jda.2568

Ce document a été généré automatiquement le 21 avril 2019.

Journal des anthropologues

Tradition, migration et innovation : la construction d'un marché dans la région de Kayes (Mali)

Catherine Quiminal

- 1 Le marché est avec l'Etat-Nation une des figures centrales des sociétés modernes. Il constitue un des pivots des processus de globalisation et des réélaborations que suscite cette dernière. Toute société, aussi exotique soit-elle, inclut, aujourd'hui, de manière plus ou moins structurante, des échanges marchands. Pour certaines néanmoins, les relations sociales prévalentes sont des relations de dépendance personnelles (parenté, voisinage). C'est le cas des sociétés villageoises¹ dans la région de Kayes au Mali. Notre propos dans ce texte est d'analyser le processus de construction d'un marché régional non tributaire du marché international. Ce marché repose sur une articulation spécifique entre production vivrière et production marchande, l'élaboration de conventions et de règles propres à l'organisation du marché, enfin l'apparition de nouvelles configurations socio-politiques impulsées par des associations d'émigrés du village travaillant en France. Le marché étant un objet central pour les économistes, désormais incontournable pour les anthropologues, la construction d'un marché m'a semblé un terrain propice à des échanges entre anthropologues et économistes.
- 2 Dans un premier temps sera présenté le contexte dans lequel s'enracine la construction d'un tel marché, les logiques paysannes avec lesquelles elle devra compter tout en leur ouvrant des possibilités de se dépasser, d'accroître leur efficacité. Il s'agira dans un deuxième temps de retracer la genèse, les différentes étapes du processus qui ont conduit à une telle innovation. Enfin dans une troisième partie seront dégagées les principales caractéristiques de ce marché régional.
- 3 J'aborde ce sujet en anthropologue qui travaille sur le changement, la production de nouvelles normes, de nouveaux liens économiques, sociaux et politiques en rapport avec la migration dans une région où les villages ne peuvent désormais subsister qu'en articulant le travail de la terre et l'accès au numéraire.

Le système terre/argent

- 4 La terre n'est pas propriété privée, elle ne se vend pas, elle est patrimoine du village, attribuée aux familles par le maître de la terre la plupart du temps chef de village. Il n'y a pas dans la région de Kayes pénurie de terres. La production agricole, activité principale de la grande majorité des villageois et villageoises, s'organise au niveau de la famille, de la maisonnée (*ka*). Elle est structurée par les rapports de domination des aînés sur les cadets, des hommes sur les femmes. Le travail agricole n'est pas rémunéré. La production est essentiellement une production vivrière destinée à l'autoconsommation. Le numéraire provient soit d'activités marchandes pratiquées par les paysans eux-mêmes, hommes ou femmes, soit de l'émigration d'un nombre limité des fils de chaque unité de production (*ka*). Les activités marchandes s'exerçant dans les villages sont marginales et souvent pratiquées par les femmes et les jeunes : fabrication et vente de beignets, de calebasses, de tabac ; offre de services : transport du bois, confection de vêtements. Il s'agit d'un commerce de voisinage, les échanges marchands n'ayant pas cours entre membres d'une même famille de même que le travail n'est pas rémunéré. La faiblesse des moyens de communication, absence de routes, rareté des véhicules (un village peut n'en voir aucun durant plusieurs jours), rendent problématique l'extension de ces activités. Les circuits de distribution fondés sur la parenté conservent toute leur importance. Bref, même s'il existe des échanges marchands, l'agriculture familiale pour l'autoconsommation, activité organisatrice de la société villageoise, ne relève pas de l'économie marchande. Il n'en demeure pas moins que les besoins en numéraire sont importants et sont satisfaits en grande partie grâce aux migrations.
- 5 L'émigration peut-être intra-africaine, les migrants s'adonnent alors, de manière prédominante, à des activités commerciales. Dans les villages ce type de migration est minoritaire et ne concerne pas les grands commerçants dont les familles résident dans les villes². La destination principale des émigrés ruraux est la France avec pour objectif l'insertion dans le salariat. Ce sont ces émigrés qui sont les principaux pourvoyeurs de numéraire.

Principe de séniorité et stratégies sécuritaires

- 6 Le village, nous l'avons dit, forme une véritable société où prédominent des rapports de dépendance personnels et non les rapports marchands.
- 7 Il représente l'entité politique dynamique de référence. Ses relations avec l'Etat sont des relations d'évitement. Le village, autant que faire se peut, ignore l'Etat qui le lui rend bien : pas d'eau potable, pas d'école, pas de route, pas d'électricité, pas de subvention à la production hormis, lors des périodes de famine, quelques sacs de riz provenant de l'aide internationale, quand ce dernier n'est pas vendu par un intermédiaire peu scrupuleux. L'impôt est le lien principal et conflictuel avec l'Etat. L'entité politique reconnue et effective est le chef de village, aîné du lignage considéré comme le plus ancien assisté du conseil du village regroupant les aînés de chaque lignage, y compris aujourd'hui les récents lignages d'anciens captifs. De manière très schématique le rôle du conseil de village consiste à octroyer des terres non cultivées à ceux qui les demandent, à décider du moment opportun pour ensemençer les terres, à régler les conflits de voisinage, à organiser les activités collectives du village : réfection des pistes, organisation de la pêche

et de sa distribution, entretien des puits, intervention en cas de feu de brousse..., enfin il représente le village face aux différentes instances étatiques.

- 8 Tous les villageois sont paysans, l'agriculture est l'activité qui permet à la communauté villageoise de se reproduire.
- 9 La famille étendue réunie dans une même maisonnée (*ka*) constitue l'unité de production sous l'autorité de l'aîné ou patriarche.
- 10 Les patriarches, compte tenu des contraintes qui pèsent sur eux, vont avoir de plus en plus de difficultés à gérer la contradiction entre la nécessité de maintenir au travail des champs, sous leur dépendance, une main-d'œuvre la plus nombreuse possible et la nécessité d'imposer à certains membres de la famille le soin de pourvoir aux besoins en numéraire, notamment grâce à la migration et l'insertion dans le salariat.
- 11 Aucun surplus agricole, aucune activité au village ne permettent de se procurer le numéraire nécessaire pour satisfaire, non seulement à ce que G. Balandier appelle des investissements sociologiques destinés à conquérir ou renforcer des prééminences de type traditionnel par lesquels les rapports domestiques et villageois sont préservés, mais, tout simplement, pour la majorité des familles, les besoins les plus élémentaires : vêtements, huile, soins.... Pourtant, bien qu'en quantité toujours plus importante, impliquant la migration de plus en plus de jeunes, le recours à l'argent, au marché, jusqu'à très récemment³, n'a profondément entamé ni les stratégies sécuritaires des paysans ni les structures sociales et les rapports sociaux leur correspondant. Nous nommons « stratégies sécuritaires », les stratégies de repli sur une production agricole vivrière pour l'autoconsommation. Seule une telle stratégie en effet permet aux paysans d'échapper, au moins pour ce qui représente un minimum vital nécessaire à leur reproduction, aux lois du marché qui signifieraient leur disparition. Nous parlons de stratégies dans la mesure où les paysans occupent ainsi le seul espace de liberté, ténue il est vrai, qui leur soit possible de dégager de l'enchevêtrement des contraintes nationales et internationales qu'ils subissent par ailleurs.
- 12 Remplir le grenier afin d'assurer la subsistance à ses dépendants est la tâche centrale à laquelle doit veiller tout chef de famille. L'autosuffisance alimentaire de chaque famille dépend, outre des conditions climatiques, du nombre de bras disponibles. En conséquence elle requiert la reconnaissance du bien-fondé de l'autorité des aînés sur les cadets y compris lorsqu'ils sont des émigrés. Le système ne supporte que « les innovations contraintes » par la misère⁴. Ce fragile équilibre de survie suppose conjointement des récoltes suffisantes pour que la redistribution soit significative au regard des dépendants de la maisonnée et reconnaissance persistante par les migrants d'obligations que leur situation de salariés aurait tendance à leur faire négliger. L'argent envoyé par les migrants est traité comme toute autre prestation des dépendants. C'est un dû. Mais alors qu'antérieurement, les patriarches pouvaient diminuer la pression sur les cadets en redistribuant à certains d'entre eux considérés dès lors comme adultes une partie des biens de consommation, en période de pénurie aucune « décentralisation » du contrôle des biens de consommation n'est plus possible⁵. Les cadets restent sans distinction des cadets, la notion d'adulte s'estompe d'autant plus qu'on est absent, et donc en partie la cause du manque de grain dans les greniers et enfin que femmes et enfants sont à la charge du patriarche. La fidélité au système repose pour une part sur cette dette dont le sentiment est savamment entretenu par les patriarches.

- 13 Ces stratégies adoptées par la quasi-totalité des familles paysannes dans la région de Kayes sont probablement les seules qu'il était raisonnable de pratiquer eu égard aux contraintes extérieures tant climatiques et économiques que politiques. En effet seuls la terre et les savoir-faire éprouvés par plusieurs générations offrent un minimum de sécurité, de certitudes sur lesquelles s'appuyer, confortant l'idée que le malheur ne peut être évité qu'en respectant l'ordre, les hiérarchies et les pratiques ancestrales. Ils doivent demeurer le pivot organisateur de la communauté villageoise, de la famille.
- 14 Face aux vicissitudes du présent, aux incertitudes de l'avenir, les paysans ont recours à des conduites qui s'inspirent de la recherche de la plus grande sécurité possible que seules les routines traditionnelles peuvent offrir. L'agriculture ne peut être qu'une agriculture sécuritaire, de subsistance. Les paysans savent pertinemment que moyennant quelques investissements dans une charrue ou des engrais ils pourraient accroître ou diversifier leur production mais ils n'en ont pas les moyens. Les possibilités de « rentabiliser » le travail agricole n'existent pas. L'économie de l'urgence leur impose d'assurer la subsistance plutôt que de parier sur un avenir risqué, tourné vers une économie de la productivité, dont ils ne maîtrisent aucune des composantes. L'essentiel manque, la recherche du profit n'est pas à l'ordre du jour. Dès lors, c'est avec « raison » qu'ils ont opté pour cet équilibre économique précaire grâce à une stratégie de repli, maintenant les rythmes temporels et spatiaux, charpente de toute l'existence sociale, à l'abri de toute innovation, maintenant en leur forme et avec la rigidité mais aussi les distorsions qu'impose la menace de la faim, les unités familiales, les hiérarchies, les pouvoirs.
- 15 Pourtant, la crise aidant, les migrants supportent de plus en plus difficilement les demandes de leurs aînés. Afin de briser le cercle infernal (moins il y a de bras, plus les besoins en numéraire sont importants, et plus ces derniers sont importants plus le nombre d'émigrés doit augmenter) les migrants vont se regrouper en associations dont les objectifs sont de trouver un nouveau rapport agriculture/migration, d'intervenir sur les causes qui ont rendu la migration nécessaire. Ils vont mettre en œuvre des stratégies de « transition négociée ». Ces stratégies consistent à introduire des innovations techniques, économiques, sociales et politiques, voire des ruptures, mais en intériorité avec les sociétés locales dont les aspirations à exister et à se reproduire sont reconnues.

Des stratégies de transitions négociées

- 16 Les processus de constitution en France des associations pour des initiatives au village sont multiples. Ils reposent néanmoins fondamentalement sur la capacité en France à s'unifier sur un projet pour lequel les migrants cotisent parfois des sommes élevées, jusqu'à 10 000 F par an et par personne (une association peut regrouper plus de cent personnes originaires d'un même village), à le maîtriser techniquement et politiquement, au village à surmonter les résistances de l'ordre familial et villageois à accepter des initiatives dont les conséquences semblent aux anciens peu maîtrisables et risquent de mettre en cause le fragile équilibre économique et les hiérarchies qui le supportent.
- 17 Toutes les associations visent une utilisation plus rationnelle de l'épargne, un transfert de connaissances et de certaines normes de consommation (hygiène et santé, scolarité, diversification des produits alimentaires consommés) acquises en France. En somme une rentabilisation plus efficace au village de leur séjour en France⁶.

- 18 S'organiser à des fins de développement c'est reconnaître que des transformations sont nécessaires, que des innovations doivent être introduites présidant à des changements peu compatibles avec les anciennes structures de pouvoir. Certes, cela ne va pas sans conflits, les enjeux sont de taille, nul dans les associations ne l'ignore. Il n'en reste pas moins que l'unité autour d'un projet de transformation villageoise quelles que soient les médiations politiques qu'il impose, est une rupture qui constitue les émigrés, toutes origines sociales confondues, en force sociale dans le village. C'est là une nouveauté incontestable et évidemment contestée.
- 19 Les chemins parcourus pour que ces initiatives soient performantes et, ce qui va de pair, reconnues dans l'espace villageois, sont multiples. On peut, en retraçant la genèse de la construction d'un marché régional de la patate douce, des règles nécessaires à son fonctionnement, mettre en évidence les conditions qui président à l'acceptation du changement, à l'introduction de nouvelles logiques et pratiques.
- 20 Il faut ici insister sur le fait qu'il s'agit d'un processus cumulatif mettant en œuvre des rationalités délibératives.
- 21 Au vu des toutes premières expériences, s'instaure un débat au sein des associations et entre associations qui se nomment volontiers elles-mêmes « associations de développement ». Les termes de ce débat sont les suivants : faut-il intervenir directement sur le procès de production, comme l'ont fait certains en proposant des cultures marchandes, sur des champs dits collectifs, selon des méthodes et des outils modernes (tracteurs, défrichage au bulldozer) ? L'intervention brutale sur le mode de production paysan s'est soldée par de nombreux échecs, au-delà des problèmes de la nature des transferts de technologie : non participation des paysans, appropriation par le chef de village des fruits du travail collectif...
- 22 N'est-il pas préférable de commencer par mettre en place des infrastructures faisant cruellement défaut (puits, écoles, dispensaires...), répondant aux besoins les plus immédiats, afin d'obtenir la confiance des villageois et de trouver sur place les relais nécessaires à la pérennité des initiatives ?
- 23 En ce qui concerne notre marché de la patate douce il trouve son origine dans un choix préalable qu'on peut dire intermédiaire : la création de coopératives d'achat, institution susceptible d'introduire de nouvelles pratiques, de nouvelles représentations, sans s'attaquer frontalement à la famille, structure de base de la production.
- 24 L'idée en elle-même n'était pas neuve. Elle n'avait pourtant, dans la région, connu aucun succès. Les villageois n'y voyaient, jusqu'alors, qu'un moyen pour le parti unique de s'immiscer dans les affaires du village, le règlement national des coopératives prévoyant la présence obligatoire d'un représentant du Parti. Par ailleurs ils n'avaient pas les compétences nécessaires pour gérer une telle institution. Après avoir négocié avec l'Etat des statuts propres à leur coopérative selon lesquels, entre autre, seuls les villageois peuvent être membre de la coopérative, les émigrés réussirent à convaincre les hommes du village de l'utilité d'une telle structure. Leur intention était de rompre avec une pratique courante des anciens qui consiste à n'acheter le grain nécessaire à la soudure (période entre deux récoltes) que lorsqu'ils y sont acculés, lorsque le grenier est vide. Les gros commerçants en profitent alors pour spéculer sur les prix. Aucun chef de famille ne peut raisonnablement s'opposer à l'implantation d'une institution qui permet des économies grâce à une régulation des prix. La coopérative a besoin pour fonctionner d'un gestionnaire et d'un acheteur, deux emplois rémunérés sont créés au village, non sans

opposition. La notion de métier, d'emploi salarié s'impose. Ces emplois sont tenus par des émigrés ayant les compétences requises. Force est de donner un salaire aux deux migrants de retour. Le village et non plus la famille est constitué en interlocuteur. Les jeunes participent dans un premier temps bénévolement, comme il est d'usage, à la construction des bâtiments destinés à recevoir les stocks de riz acheté au moment où les prix sont les plus bas. Puis rapidement, appuyés par les anciens qui dans de tels cas nourrissent les « maçons », chacun va calculer le coût de sa participation à une telle entreprise. Enfin les émigrés font et règlent les commandes directement à la coopérative après avoir évalué les besoins de leur famille en grain. L'esprit de calcul s'introduit dans les mentalités⁷.

- 25 Par cette institution s'amorce une transition en douceur, elle facilite les négociations afin que les envois d'argent, pour une part au moins, ne servent pas à des dépenses désormais jugées comme irrationnelles par les migrants mais bien à modifier le système de reproduction économique.
- 26 Les coopératives normalisent un certain nombre de conduites, déplacent les hiérarchies, ouvrent certains espaces, mobilisent les villageois autour d'initiatives « importées d'ailleurs », de structures, d'actions nouvelles. L'association a patiemment négocié, grâce à des compétences, des savoir-faire politiques acquis en France, l'acceptation, par le village, du changement : nouveaux rapports sociaux, nouvelles hiérarchies, nouvel abord du marché, introduction du travail salarié, intégration de la communauté villageoise dans la société globale. Les nouvelles structures sont négociées avec les autorités étatiques.
- 27 Les coopératives tournent, elles font des profits. Les migrants ont acquis la confiance des villageois, une légitimité à intervenir.
- 28 Pourtant si les coopératives sont des institutions servant de cadre à certains changements, si elles permettent certaines économies, elles ne résolvent pas le problème de fond : comment, tout en préservant une agriculture vivrière modernisée, trouver les moyens d'accumulation nécessaires à des activités dont le produit procure des revenus monétaires.
- 29 Les tentatives en ce sens – périmètres irrigués, produits de contre-saison, artisanat – se heurtent très vite aux limites inhérentes au localisme des micro-projets et à leur caractère volontariste : problèmes de distribution en l'absence de routes, coût du transport, saturation du marché en l'absence d'étude sur l'ampleur de la demande solvable, intervention sur le mode de production qui devient collectif, etc.
- 30 C'est pour avoir perçu les limites des tels projets qu'un certain nombre d'associations d'immigrés en France décident de se regrouper afin d'intervenir à une plus grande échelle : cercle, région. Ces associations réunissent les ressortissants de 30 à 40 villages. Précisons que les associations, pratiquant presque à la lettre, sans le savoir, certaines hypothèses de A. Sen, ont à la fois pris conscience et fait reconnaître aux villageois que leur responsabilité sociale résidait dans l'accroissement des capacités d'initiative et de liberté de chacun. Elles abandonnent des projets dont l'idéologie collectiviste et dirigiste heurtait les conceptions paysannes, tels les champs collectifs, au profit d'interventions se situant en amont de la production, barrages, routes. Lorsqu'elles procèdent à des transferts monétaires ou des investissements, elles privilégient l'utilité sociale, des critères non marchands. Cette idée n'a pu émerger que grâce au processus d'individualisation immanquablement lié au statut de salarié d'une part et au statut

« d'associé » de l'autre. Lorsque les associations procèdent à des envois d'argent, à des investissements, leur souci n'est pas le profit mais la valorisation des ressources.

- 31 A cette fin, elles se proposent d'intervenir principalement sur trois fronts : une meilleure gestion de l'épargne émigrée, la formation, la prise en charge d'infrastructures permettant aux initiatives locales de se développer. Nous ne traiterons ici que du dernier point dans la mesure où il concerne directement la constitution d'un marché de la patate douce⁸.
- 32 En matière d'infrastructures les associations se préoccupent, à un niveau régional, de la maîtrise de l'eau (petits barrages, puits), des moyens de communication et de transports, de la répartition de la production en fonction des possibilités écologiques de chaque village (riz pour les zones comportant des marigots, cultures de contre-saisons le long du fleuve, culture de la patate douce, de la banane) et en fonction des capacités d'écoulement des produits. Insistons sur le fait que les différentes étapes des processus à l'œuvre sont le fruit d'une rationalité délibérative, faite d'essais et d'erreurs, incluant comme on l'a indiqué, des considérations sociales et éthiques dans les protocoles de prise de décision et non de l'application de modèles préétablis. C'est grâce à des échanges d'expériences, des bilans faits à propos des échecs ou des réussites, des débats pouvant durer de longs mois que les associations définissent pas à pas leur responsabilité sociale. C'est ainsi qu'a pu émerger l'idée selon laquelle le « développement » ne s'imposait pas mais consistait à donner, dans la mesure du possible, à chacun les moyens de faire face aux problèmes qu'il rencontre, d'utiliser au mieux ses capacités. L'émergence d'une telle conception trouve aussi sa source dans les processus d'individualisation liés au statut de salarié d'une part, au statut d'associé ou de leader de l'autre.
- 33 C'est dans ce cadre institutionnalisé, dans le sillage des réalisations menées à bien par les villageois et les associations que ces dernières ont fortement encouragé à s'organiser dans des associations locales relais, que naît l'idée de produire de la patate douce à des fins marchandes.

Confiance et légitimité conquises : responsabilité sociale et compétence

- 34 Dans un premier temps les coopératives, nouvel espace, public en quelque sorte, vont libérer certaines initiatives des femmes par ailleurs investies dans des cultures maraîchères. Ces productrices viennent vendre leur production devant la coopérative, profitant d'une clientèle de passage pour écouler leurs produits à des prix qu'on pourrait dire « traditionnels » ou « conventionnels ». Approximativement les tomates se vendent..., prix d'autant plus approximatifs que les femmes ne possèdent pas de balance. Elles sont parmi les premières à produire pour le marché. Cette entorse à l'agriculture sécuritaire est tolérée dans la mesure où les gains ainsi formés ne donnent pas lieu à des investissements mais sont thésaurisés comme épargne de précaution pour servir, notamment, en cas de répudiation. Ils apparaissent comme latéraux, d'autant moins dangereux qu'ils ne s'inscrivent dans aucune forme de pouvoir.
- 35 Ce « marché » ne nécessite, ni aux yeux des associations ni à ceux des villageois, aucune réglementation. Il n'en ira pas de même du marché de la patate douce pensé et régulé par les associations à partir de connaissances centralisées.

- 36 La première de ces connaissances porte sur le choix des produits à vocation marchande. En effet tous les produits agricoles n'offrent pas d'égales possibilités. Le paysan de la région de Kayes qui voudrait se lancer dans la culture de haricots verts comme culture marchande est voué à l'échec, aucune des conditions n'étant réunie pour garantir la réussite d'une telle entreprise. Seuls des produits pour lesquels il n'y a pas d'offre internationale ou locale organisée peut convenir. La patate douce en est un.
- 37 La deuxième concerne la demande régionale potentielle et nécessite une étude du marché. Constat est fait par le regroupement d'associations que les quelques vendeuses de patates douces sur le marché de Kayes ne suffisent pas à répondre à la demande régionale.
- 38 Il convient ensuite d'estimer l'étendue des terres susceptibles de voir se développer une telle culture. Les informations sont prises auprès de l'assistant agricole afin de savoir quels sont les sols propices à cette culture. Il s'avère que ce sont des terrains relativement pauvres dont disposent en quantité importante certains villages regroupés dans l'association régionale.
- 39 La patate douce en tant que produit présente en outre deux qualités appréciables. Elle possède l'avantage de bien se conserver et d'être d'un transport facile ne souffrant pas, comme la tomate par exemple, de pistes parfois chaotiques ou de la chaleur.
- 40 En ce qui concerne directement les paysans cette culture ne nécessite pas d'investissements importants. Sa production demande moins de travail que celle du mil avec lequel elle peut alterner comme nourriture de base ou qu'elle peut remplacer en période de soudure. Sa culture peut s'appuyer sur les savoirs paysans existants nommés par J.-P. Olivier de Sardan « les savoirs populaires techniques » c'est-à-dire des « savoirs localisés, contextualisés, empiriques là où les savoirs technico-scientifiques sont standardisés, uniformisés, formalisés ». Relativement au travail qu'elle nécessite, son prix de vente peut être fixé à un niveau acceptable et pour le producteur et pour le consommateur.
- 41 Enfin sa consommation est appréciée par les villageois comme un aliment nutritif et de saveur agréable.
- 42 C'est, forts de ces connaissances « centralisées », minimisant la prise de risques, et mises à la disposition des paysans qu'un certain nombre de ces derniers se sont lancés dans la culture de la patate douce à des fins marchandes. La culture du mil n'est pas abandonnée. Précautionneux, les chefs de famille concernés n'ont affecté qu'une partie de la force de travail dont ils disposaient à cette culture, sur des parcelles de terre reconnues comme propices et octroyées par le maître de la terre du village convaincu de l'intérêt de l'expérience. Ils ont bénéficié d'une partie de la clientèle de la coopérative d'achat touchant les villages voisins et des réseaux constitués dans toute la région grâce au regroupement des associations. Ces circuits de distribution ne sont plus fondés sur la parenté, y accéder nécessite le respect d'un certain nombre de règles, notamment l'acceptation d'un prix fixé par l'association à un niveau acceptable « et pour le consommateur et pour le producteur », prenant en compte le travail du paysan. Le prix de vente est en quelque sorte un prix administré d'autant mieux accepté que le producteur bénéficie d'un coût de transport très bas grâce à l'utilisation du « baché » (camion) de la coopérative.
- 43 Au total, il ne s'agit pas pour les paysans d'affronter individuellement⁹ le marché, d'adopter des comportements marchands supposés universels, en rupture radicale avec

les formes d'échanges en cours dans la société locale. Au contraire, les nouvelles pratiques se font selon des modalités approuvées par une fraction importante des villageois. On est face à un marché « organisé » qui tente de produire ses règles de fonctionnement. Aux logiques familiales les associations opposent des logiques communales et de réseau, formes collectives et organisées d'affrontement du marché, formes d'autovalorisation : les dominés se constituent un espace d'action propre, centré sur la valorisation des ressources locales et créant, pas-à-pas, les conditions qui les rendent valorisables.

- 44 Aux stratégies de repli sur une économie sécuritaire, qui sont les seules possibles dans un environnement national qui ne s'intéresse aux paysans que pour les ponctionner (impôts) ou pour procurer aux citoyens des produits à bas prix, dans un contexte international où un grand nombre de produits agricoles ne peuvent prétendre à la compétitivité, les associations d'émigrés relayées par des associations locales opposent des stratégies qui consistent à réguler et encourager des activités innovantes et rémunératrices, à créer des ressources qui ne ruinent pas pour autant l'agriculture vivrière destinée à l'auto-consommation.
- 45 Ainsi se dessine une voie qui n'est ni celle du repli sécuritaire, crispé sur des traditions du désespoir, des routines bloquant toute innovation, ni celle de l'engagement dans des productions destinées à être introduites sur des marchés (nationaux ou mondiaux) structurés hors des contextes locaux et obéissant à des règles d'échange ou de fixation des prix totalement non maîtrisées par les producteurs paysans.
- 46 Cette voie ne récuse ni l'agriculture d'autoconsommation ni le marché. Elle se propose la construction de marchés :
 1. fondée sur des capacités d'offre locale (existence de sols appropriés, de compétences et savoir-faire des individus) ;
 2. ajustée à des demandes locales dont l'existence est avérée ;
 3. suivant des règles de production, d'échange et de fixation des prix dont la stabilité a été testée et construite pas-à-pas suivant des critères qui font une large place à l'utilité sociale.
- 47 On retrouve ici l'idée de A. Sen suivant laquelle les conditions de succès d'un marché reposent sur le fait qu'il s'appuie sur et permet le développement des capacités et des libertés des acteurs locaux.
- 48 Enfin ce type d'innovation fait appel à un ensemble de compromis politiques dont nous avons peu parlé ici mais qui ne sauraient être sous-estimés.
- 49 Au terme de cette analyse nous poserions volontiers aux économistes quelques questions : le processus que nous avons analysé correspond-il à leur conception des marchés ou s'agit-il d'un marché non-soutenable ? Au-delà encore, un marché peut-il être défini autrement que par un ensemble de règles et de conventions qui le soutiennent et rendent possible l'échange ? Enfin peut-on analyser les marchés et leur fonctionnement sans référence aux acteurs qui les animent et qui en sont partie prenante, en faisant abstraction des rôles qu'ils jouent dans la production et la répartition des richesses sociales ?

BIBLIOGRAPHIE

- AMSELLE J.-L., 1977. *Les négociants de la Savane*. Paris, Anthropos.
- BIERSCHENK TH., OLIVIER DE SARDAN J.-P., 1998. *Les pouvoirs au village*. Paris, Karthala.
- BOURDIEU P., 1963. *Travail et travailleurs en Algérie*. Paris, La Haye, Mouton.
- BOURDIEU P., 1964. *Le déracinement*. Paris, Minuit.
- DAUM Ch., 1998a. Les associations de Maliens en France. Paris, Karthala.
- DAUM Ch., 1998b. « Migrants et solidarités Nord-Sud », *Hommes et Migrations*, 1214.
- DIARRA H., 1999. Rôle des immigrés dans les changements sociaux et politiques au Mali. Diplôme de l'EHESS. Paris, EHESS.
- MEILLASSOUX C., 1977. *Terrains et Théories*. Paris, Anthropos.
- QUIMINAL C., 1994. « Le rôle des immigrés dans les projets de développement et les formes de coopération possibles dans la vallée du fleuve Sénégal », *Migration et Développement*. Paris, OCDE.
- QUIMINAL C., 2000, « Construction des identités en situation migratoire : territoire des hommes, territoire des femmes ». *Autrepart*, 14, « Logiques identitaires, logiques territoriales » : 107-120.

NOTES

1. Sur la pertinence de cette notion cf. C. Quiminal (2000).
2. Durant la période précoloniale les Soninké pratiquaient à grande échelle le commerce du sel gemme et des bandes de coton tissées. Ce commerce n'a cessé de diminuer durant la colonisation. Il a aujourd'hui disparu. Cf. J.-L. Amselle (1977).
3. Moins de dix ans. Le processus de transformations radicales est à référer non seulement à l'augmentation croissante du nombre d'émigrés et à leurs initiatives mais également à l'histoire politique récente du Mali, notamment au processus de décentralisation.
4. P. Bourdieu (1964).
5. Sur les fondements du pouvoir des patriarches voir l'analyse de Cl. Meillassoux (1977).
6. Concernant ces processus cf. Daum (1998a), Diarra (2000), Quiminal (1994).
7. Sur les effets d'une telle introduction cf. Bourdieu (1963).
8. Sur les deux autres points on pourra se reporter à Quiminal (1994). Cf. également Daum (1998a, 1998b).
9. Certains paysans ou anciens migrants se sont lancés dans des entreprises individuelles mais faute d'informations suffisantes concernant la demande solvable, le type de produit adéquat à la situation régionale, l'estimation des coûts de production et de distribution, leurs expériences se sont soldées par un échec.

INDEX

Mots-clés : convention, innovation, Mali, marché, migrant, tradition, village

Keywords : convention, innovation, Mali, market, migrant, tradition, village

AUTEUR

CATHERINE QUIMINAL

Université Denis Diderot-Paris VII, URMIS – Centre d'Etudes Africaines